



BULLETIN D'INFORMATION DU CLUSTER PROTECTION SOUS NATIONAL DE LA REGION DU NORD AU BURKINA FASO

1^{ER} JANVIER – 30 JUIN 2024



Réunions de coordination du cluster protection de la Région du Nord

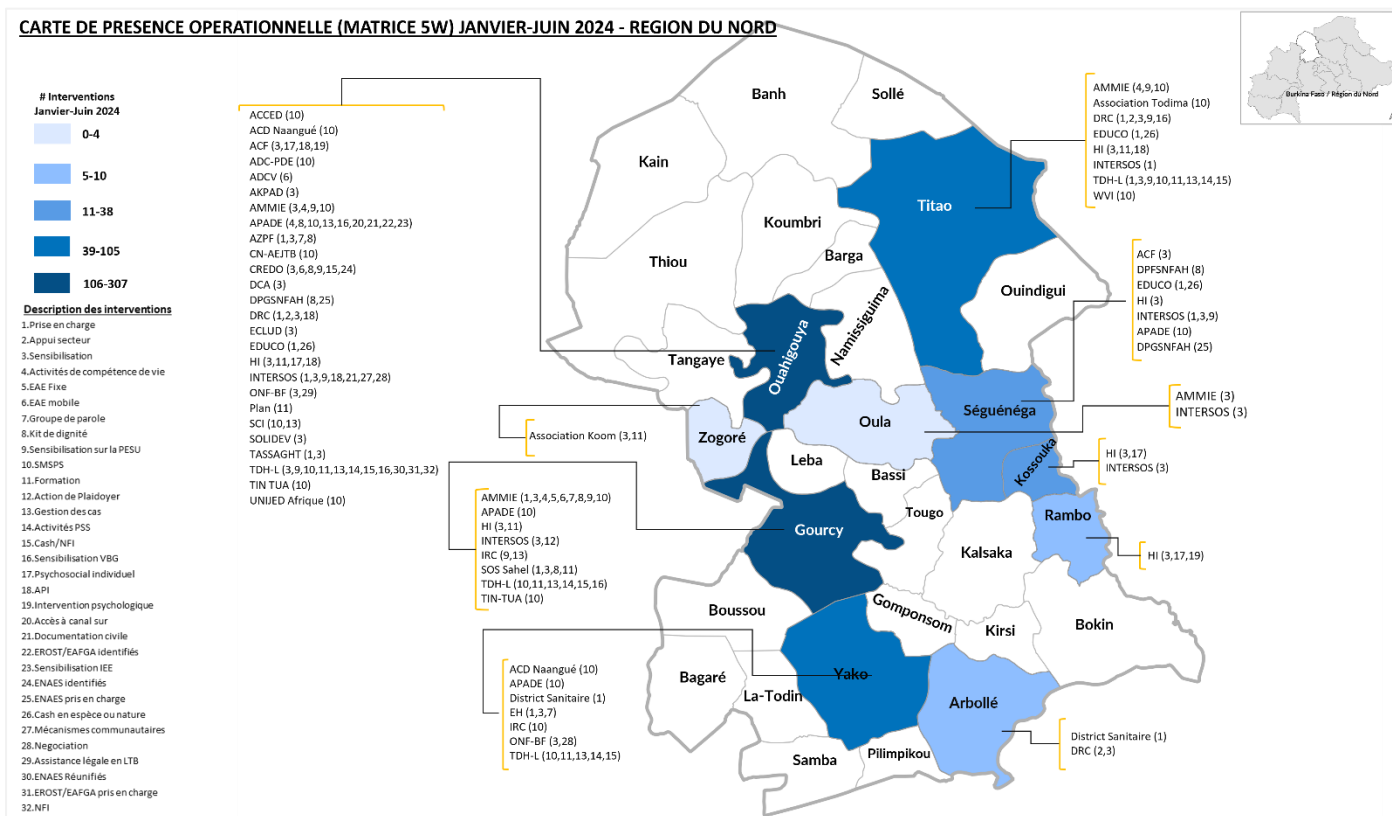
Le Cluster protection a convoqué et animé six (6) réunions mensuelles tout au long de la période sous revue, facilitant ainsi la coordination des actions de protection.

- » Le jeudi 11 janvier 2024, le Cluster Protection sous national Nord a également tenu une rencontre ad hoc. L'ordre du jour concernait essentiellement deux points : la mise à jour du plan de travail du premier semestre 2024 du Cluster Protection - Nord, et le point des positionnements des acteurs pour la réalisation d'infrastructures de protection sur le site de 23 ha à Ouahigouya. S'il a été convenu l'adoption du plan d'actions à la prochaine rencontre ordinaire prévue pour le 25 janvier 2024, au niveau des positionnements, seule UNFPA s'est prononcée pour la réalisation, dans les prochains jours, d'un espace sûr sur le SAT de 23 ha, en partenariat avec une ONG. Un suivi des positionnements en collaboration avec le cluster GSAT dans la région est envisagé.
- » Le jeudi 25 janvier 2024, le cluster protection sous national du Nord a tenu sa première réunion ordinaire de l'année 2024. Pour cette première de l'année, 31 acteurs, dont 04 en ligne depuis Dédougou, étaient présents. Ce cadre a permis aux participants de passer en revue, le plan d'actions du premier semestre de l'année 2024, avant de l'adopter. Le point des positionnements sur le SAT de 23 ha, ceux de Tougouzagué et Gourcy, a également été fait. De même, les domaines de responsabilité et groupes de travail VBG, protection de l'enfance, LTB, cohésion sociale et Santé Mentale, ont présenté les défis et les perspectives qui sont les leurs. Au niveau de l'AoR/VBG par exemple, grâce à des contributions financières de DRC et IRC, un atelier de mise à jour des circuits de référencement a été tenu le 08 février 2024. A noter que les participants de la Boucle du Mouhoun entendaient s'inspirer de la région du Nord, en vue de leurs prochaines réunions, après la mission de dynamisation du cluster protection sous national/Boucle du Mouhoun, la semaine précédente.
- » Le jeudi 29 février 2024, le cluster protection sous national du Nord a tenu sa réunion mensuelle de février. Il s'est agi, lors de ladite rencontre, de passer en revue certaines préoccupations majeures en matière de protection, parmi lesquelles les retours facilités par un leader religieux, dans la commune de Ouahigouya. Au regard de la sensibilité du sujet, les participants ont convenu de l'élaboration d'une note d'analyse, à toutes fins utiles. Les tendances des incidents rapportés via le dispositif du monitoring de protection révèlent le double du nombre d'incidents enregistrés en février, comparativement au mois de janvier 2024, avec des atteintes récurrentes au droit à la vie.
- » Le 25 avril 2024, le cluster protection sous national du Nord a tenu sa rencontre mensuelle. Après avoir passé en revue les points d'actions issus de la dernière réunion, les participants ont procédé à une analyse du contexte sécuritaire. Face à la situation de protection alarmante des populations hébergées sur les sites de SAT ex-IRA et de l'ancien abattoir de Ouahigouya, une évaluation approfondie a été menée le 21 mai 2024.
- » Le cluster protection sous national du Nord a tenu sa réunion mensuelle le jeudi 30 mai dernier. Au cours de cette assise, les tendances issues de l'évaluation protection sur les SAT ex -IRA et ancien abattoir de Ouahigouya ont été présentées. L'environnement de protection de la région a également été analysé avec un focus sur l'attaque du site spontané des PDI de Goubéré, et la problématique des engins explosifs improvisés (EEI). Sur cette dernière préoccupation, les acteurs ont été invités à mettre l'accent sur la sensibilisation à grande échelle des populations, sur ce phénomène qui prend de l'ampleur dans la région.
- » Tenue de la réunion mensuelle du cluster protection sous-national Nord le 27 juin 2024. L'occasion a été saisie pour réviser les positionnements des acteurs sur la réalisation du plan d'actions du Cluster protection sous national ainsi que d'autres priorités de protection dans la région.

Pour tout Contact en vue des amples renseignements :

1. Tony TUMAGU, Coordinateur du Cluster Protection sous national du Nord, Email : tumagu@unhcr.org, Phone : 65000199
2. Fanny Laetitia GUIBLA, Co-Facilitateur du Cluster Protection sous National du Nord, Email : fanny.guibla@drc.ngo, Phone : 05001954
3. Abdoul Kader SARAMBE, Associé à l'enregistrement et à la gestion de l'information, Email : sarambe@unhcr.org, Phone : 65000388

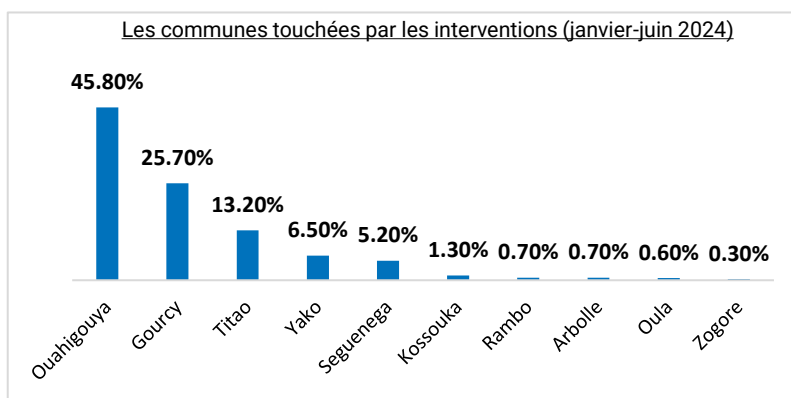
Matrice harmonisée des réalisations des membres du Cluster Protection de la Région du Nord avec le paquet de réponses (janvier-juin 2024)



Au cours de la période, trente-un (31) acteurs non étatiques ont, aux côtés des services techniques de l'état, apporté des réponses aux besoins des populations affectées par la crise dans la région. Il s'agit notamment de 16 ONG Internationales, 15 ONG nationales, 3 associations locales et d'une coopération internationale.

Ces interventions ont été possibles grâce à l'accompagnement technique et financier de vingt-cinq (25) partenaires dont des agences des nations unies et des coopérations internationales.

Comme le montre le graphique ci-dessus, la plupart des acteurs ont concentré leurs interventions principalement dans les communes de Ouahigouya, de Gourcy, de Titao et de Yako.



Pour tout Contact en vue des amples renseignements :

1. Tony TUMAGU, Coordinateur du Cluster Protection sous national du Nord, Email : tumagu@unhcr.org, Phone : 65000199
2. Fanny Laetitia GUIBLA, Co-Facilitateur du Cluster Protection sous National du Nord, Email : fanny.guibla@drc.ngo, Phone : 05001954
3. Abdoul Kader SARAME, Associé à l'enregistrement et à la gestion de l'information, Email : sarame@unhcr.org, Phone : 65000388

DOMAINE DE RESPONSABILITE PROTECTION DE L'ENFANCE (PE)

Réunions de coordination / Formation du domaine de responsabilité PE



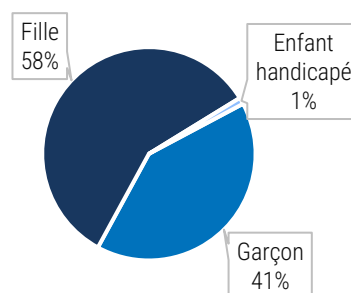
Figure 1: Séance de travail des membres du CPAOR nord sur le PTA 2024

Depuis le début de l'année, le domaine de responsabilité protection de l'enfance dans la région du nord tient conformément à son planning annuel, ses rencontres mensuelles de coordination, tous les 3e mercredi du mois. Ces rencontres font l'objet d'une mobilisation importante et régulière des structures actives dans la protection de l'enfance notamment les associations locales. L'intérêt des acteurs locaux pour la protection de l'enfance mérite d'être soutenu et renforcé.

Réponses protection de l'enfance à travers le plan de travail annuel du CP AoR Nord 2024

Un plan de travail annuel (PTA) centré sur 15 activités a été validé en début d'année et est dans la phase de mobilisation des ressources pour son exécution ou sa mise en œuvre. Cette démarche est lourdement impactée par le ciseau financier qui affecte le financement de la protection de l'enfance dans la crise sécuritaire et humanitaire qui sévit au Burkina Faso. Cette réalité se lit aisément dans le tableau synthèse de la mobilisation des ressources pour l'exécution de ce PTA 2024.

Total d'enfants touchés



Point des réalisations du domaine de responsabilité protection de l'enfance en juin 2024				
Province /Commune	Activité	G	F	¹ EH
Loroum / Titao	Prise en charge alimentaire de 115 enfants à besoin de protection	64	51	7
	Prise en charge sanitaire de 96 enfants à besoin de protection	47	49	8
	Remise de 05 vélos à 05 adolescentes victimes ou à risque de mariage d'enfant		5	
Yatenga/Ouahigouya	Enfants égarés et conduits	2	1	
	Menace de mort		1	
	Enlèvement		1	
	Séquestration		1	
	Injure		1	
	Refus de paternité	2	1	
	Vol	4		
Yatenga / Séguénéga & Ouahigouya	Animation dans les EAE	468	566	15
Yako	Organisation d'un repas communautaire à l'occasion de la journée de l'enfant africain à Yako	152	235	
Passoré / Yako (Lycées communal & municipal)	Organisation de deux conférences sur les violences basées sur le genre par les membres des clubs d'élèves	29	28	
Passoré/Zondoma/Yatenga	Organisation de 7 séances de causeries éducatives avec les enfants en situation de rue sur les droits des enfants et l'auto-protection	96	114	
Yatenga / Ouahigouya	Dépistage des cas de malnutrition aigüe chez les enfants de 6 à 59 mois et référencement vers les centres de santé	373	746	

¹ Enfant vivant avec un handicap

Pour tout Contact en vue des amples renseignements :

1. Tony TUMAGU, Coordinateur du Cluster Protection sous national du Nord, Email : tumagu@unhcr.org, Phone : 65000199
2. Fanny Laetitia GUIBLA, Co-Facilitateur du Cluster Protection sous National du Nord, Email : fanny.guibla@drc.ngo, Phone : 05001954
3. Abdoul Kader SARAME, Associé à l'enregistrement et à la gestion de l'information, Email : sarame@unhcr.org, Phone : 65000388

Recommandations majeures dans la protection de l'enfance : région du Nord

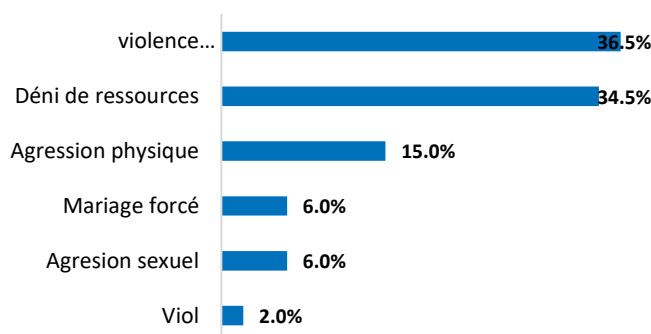
- Mettre en œuvre le paquet minimum d'activité PESU pour les enfants dans les mouvements récents de populations vers Ouahigouya ;
- Répondre à la recrudescence des cas de mariages d'enfants ;
- Aménager au moins, un EAE sur le site d'accueil de PDI de Yako en cours d'installation ;
- Améliorer le positionnement pour la mise en œuvre du PTA 2024 du CP AoR nord ;
- Renforcer les compétences des familles d'accueil dans la prise en charge des enfants à risque ou victime de problématiques de protection de l'enfant en situation d'urgence ;
- Réaliser une évaluation des besoins en protection de l'enfance pour cette cible installée dans les localités difficiles d'accès ;
- Assurer l'effectivité de la protection de l'enfance dans les mouvements de retour de population ;
- Assurer l'électrification du centre d'écoute pour enfants en difficultés de la BRPE Nord ;

DOMAINE DE RESPONSABILITE VIOLENCES SEXUELLES ET BASEES SUR LE GENRE (VBG)

La situation sécuritaire dans la région du Nord au cours de ce premier semestre 2024 est caractérisée par la perpétration continue des incidents de protection, dans la quasi-totalité des provinces de la région du Nord. Plusieurs cas de violations graves des droits de l'Homme ont été notifiées, dont les violences basées sur le genre. Les femmes et les filles restent le groupe de populations le plus affecté par ces incidents dont les auteurs sont essentiellement les membres des groupes armés. Le changement des rôles sociaux oblige certaines femmes à se déplacer dans certaines zones à la recherche de quoi subvenir aux besoins primaires de la famille avec tous les risques possibles.

🌀 Prise en charge des VBG

574 cas de VBG déclarés auprès des prestataires de services au cours de ce premier semestre 2024. Ces cas sont composés de : viol 2%, agression sexuelle 6%, agression physique 15%, mariage forcé 6%, déni de ressources 34%, et violence psychologique 36%. Les victimes/survivants de ces cas/incidents de VBG sont les PDI (42%) et des membres de la communauté hôte (52%). Tous les cas déclarés ont



bénéficié d'une prise en charge psychologique (100%) contre 16,3% pour la prise en charge médicale, pour les cas nécessitant cette assistance. Afin de renforcer la réponse aux cas de VBG, l'AoR VBG a procédé au cours d'un atelier tenu du 27 au 28 Juin 2024 à la mise à jour des circuits de référencement et à l'élaboration des procédures opérationnelles standards. En effet, les SOP décrivent les procédures, les rôles et les responsabilités de chaque acteur impliqué dans la réponse, la prévention et la mitigation des risques de VBG.

🌀 Prévention et Mitigation des risques de VBG

1580 kits de dignité ont été distribués au profit des personnes déplacées internes (94%) contre 6% pour la communauté hôte. 789 femmes et filles ont été touchées par les activités de groupe de parole dans le cadre de la réduction des risques de VBG et de la cartographie des risques dans les zones de concentration des PDIs. 6394 personnes ont été touchées par les activités de sensibilisation sur les VBG et la prévention des abus et exploitations sexuelles. Ces personnes sont constituées de 79% de femmes, 7% d'hommes, 12% de filles et 2% de garçons.

Pour tout Contact en vue des amples renseignements :

1. Tony TUMAGU, Coordinateur du Cluster Protection sous national du Nord, Email : tumagu@unhcr.org, Phone : 65000199
2. Fanny Laetitia GUIBLA, Co-Facilitateur du Cluster Protection sous National du Nord, Email : fanny.guibla@drc.ngo, Phone : 05001954
3. Abdoul Kader SARAMBE, Associé à l'enregistrement et à la gestion de l'information, Email : sarambe@unhcr.org, Phone : 65000388

54 personnes composées de 48% d'hommes et 52% femmes ont été capacités sur la problématique VBG. Il s'agit essentiellement des gestionnaires de cas, des personnes ressources et autres acteurs clés.

Afin de renforcer leurs efforts en matière de lutte contre les violences basées sur le genre, le domaine de responsabilité VBG, avec l'appui de l'Inter secteur a tenu à la date du 4 juillet 2024, un atelier d'échanges dont l'objectif principal consistait à mettre à la disposition des différents secteurs, une liste de contrôle pour faciliter la prise en compte de la protection contre les violences basées sur le genre dans les différentes interventions. Cette démarche vise un optimal de mise en œuvre des Directives IASC VBG à travers tous les secteurs de l'action humanitaire et des Normes Minimales VBG au sein de la réponse spécialisée en matière de lutte contre les VBG.

🌀 Renforcement de la coordination

Les réunions de coordination sont régulièrement tenues pour renforcer la réponse dans la prise en charge des survivantes de violences basées sur le genre, identifier les principaux défis et formuler des recommandations. La participation est en moyenne de 30 personnes par rencontre. Le Système des Nations Unies, les structures Etatiques, les ONG Internationales, les ONG Nationales et les Associations locales, y sont représentées. Au cours du premier semestre de l'année 2024, six (06) réunions ont été tenues.



Figure 2: Participants à l'atelier

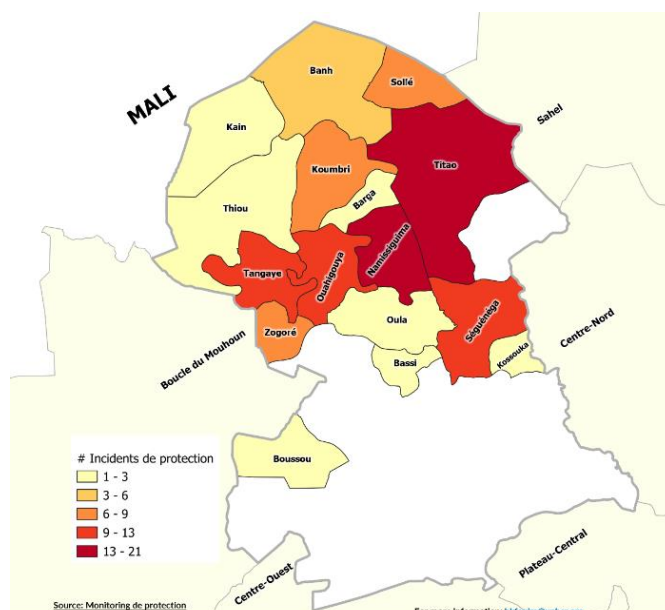
🌀 Recommandations majeures

- Renforcer la qualité de l'offre de services spécialisés dans tous les domaines de la prise en charge des survivantes ;
- Faire la supervision des structures intervenants dans la gestion de cas VBG pour identifier les forces et les faiblesses ;
- Renforcer le plaidoyer pour une meilleure couverture de la région en termes d'offres de services VBG.
- Investir dans la prévention de la VBG en adoptant des approches transformatives des rapports inégalitaires de genre : la masculinité positive ou l'engagement des hommes ; en développant des matériels IEC (Information, Education, Communication) conformes aux standards, adaptés au public lettré et analphabète, capables de déclencher le changement des comportements et de faciliter l'accès aux services dans le délai approprié.

MONITORING DE PROTECTION (P21)

Monitoring de protection et assistance aux cas individuels de protection, Projet HCR-INTERSOS

Les incidents de protection se sont le plus concentrés dans les provinces du Yatenga, du Loroum et du Zoundoma. Les communes de Titao, Namissiguima, Tangaye et Séguénéga ont été les plus durement frappées, avec respectivement 21, 18, 13 et 12 incidents recensés. D'autres communes comme Ouahigouya, Koumbri, Zogore, Solle, Banh, Thiou, Oula, Kain, Kossouka, Bousso, Bassi et Barga ont également été affectées, bien que dans une moindre mesure. A travers les données du monitoring, l'ensemble des incidents ont occasionné 2005 victimes entre



Source: Monitoring de protection

For more information: bikfoahy@unhcr.org

Pour tout Contact en vue des amples renseignements :

1. Tony TUMAGU, Coordinateur du Cluster Protection sous national du Nord, Email : tumagu@unhcr.org, Phone : 65000199
2. Fanny Laetitia GUIBLA, Co-Facilitateur du Cluster Protection sous National du Nord, Email : fanny.guibla@drc.ngo, Phone : 05001954
3. Abdoul Kader SARAMBE, Associé à l'enregistrement et à la gestion de l'information, Email : sarambe@unhcr.org, Phone : 65000388

janvier et juin 2024. Les hommes sont les plus touchés par ces incidents avec un total de 880, représentant 44% des victimes, suivis des femmes au nombre de 588, soit 29% des victimes. Aussi, les enfants n'ont pas été épargnés. 537 enfants dont 278 filles et 259 garçons ont été victimes d'allégation de violation grave à l'encontre des droits de l'enfants au cours de ces six (06) mois et représentent 27% des victimes. Dans cette catégorie de violation, les filles ont été les plus touchées, soit 52% des victimes d'allégation de violation grave à l'encontre des droits de l'enfant contre 48% de garçons.

Répartition mensuelle des catégories de violation de janvier à juin 2024 dans la région du Nord						
Catégorie de violations	Jan	Feb	Mar	Apr	May	Jun
Violences basées sur le genre		2	4			3
Atteintes à l'intégrité physique et/ou psychique	1	7	3	5	1	2
Violations graves commises à l'encontre d'enfants (MRM)		8	4	3	4	4
Atteintes à la liberté et à la sécurité de la personne	5	9	1	3	6	3
Atteinte au droit à la propriété	4	13	6	6	5	4
Atteinte au droit à la vie	8	17	4	10	8	6

Durant la période de janvier à juin 2024, les cas d'atteinte au droit à la vie ont été les plus élevés avec un taux de 32%, suivi des cas d'atteinte à la propriété représentant 22% des violations. Les cas d'atteinte à la liberté et à la sécurité de la personne viennent en troisième position, avec un taux de 16%. Quant aux allégations MRM, elles viennent en quatrième position avec 14% des violations. Les cas d'atteinte à l'intégrité physique et/ou psychique au nombre de 19 occupent la 5^{ème} place avec 11% des cas signalés et enfin, les cas de violences basées sur le genre, avec 5%.

Il faut retenir que les trois principales catégories de violations rapportées entre janvier et juin 2024 sont les cas d'atteinte au droit à la vie (53), l'atteinte à la propriété (38) et l'atteinte à la liberté et à la sécurité de la personne (27).

Formation des comités locaux de protection et des comités mixtes de gestion des conflits ; INTERSOS-HCR

Pour la période sous revue, INTERSOS s'est attelé à assurer en continu, le coaching rapproché et régulier des volontaires de protection ainsi que les comités locaux de protection via les moniteurs de protection. Ce coaching est basé sur l'organisation et la planification des activités de sensibilisation ainsi que celles de collecte de données P21. Cette approche s'inscrit dans une logique de proximité et de participation, et engage les communautés qui deviennent les principaux acteurs de leur protection et de leur sécurité dans cette situation de crise sécuritaire et humanitaire.

Organisation des séances de sensibilisation sur la cohésion sociale ; INTERSOS-HCR

La promotion de la cohésion sociale inter et intracommunautaire constitue un aspect important pour la consolidation de la paix dans cette situation de crise sécuritaire et humanitaire que traverse le Burkina Faso.

Dans la région du Nord, la cohésion sociale est menacée par la rareté des ressources naturelles (eau, terres), exacerbée par la pression faite sur ces rares ressources, dans ce contexte de déplacements massifs de populations vers les centres urbains et péri-urbains. Les tensions surgissent autour de l'accès à l'eau potable et à la terre. Cette situation crée un risque de conflits entre les propriétaires de puits, les propriétaires terriens et les personnes déplacées internes (PDI), ainsi qu'entre les PDI elles-mêmes.

Pour tout Contact en vue des amples renseignements :

1. Tony TUMAGU, Coordinateur du Cluster Protection sous national du Nord, Email : tumagu@unhcr.org, Phone : 65000199
2. Fanny Laetitia GUIBLA, Co-Facilitateur du Cluster Protection sous National du Nord, Email : fanny.guibla@drc.ngo, Phone : 05001954
3. Abdoul Kader SARAMBE, Associé à l'enregistrement et à la gestion de l'information, Email : sarambe@unhcr.org, Phone : 65000388

En vue de prévenir des potentielles tensions entre ces différentes communautés, 40 séances de sensibilisation sur la cohésion sociale et un (01) Théâtre forum portant sur des thèmes de paix, d'entraide et de cohabitation pacifique ont été organisées dans la région du Nord au cours de ce premier semestre de l'année 2024. Ces séances ont impliqué 1,112 participants dont les membres des communautés hôtes et personnes déplacées internes, comprenant 684 femmes, 255 hommes, 94 filles et 79 garçons. Ces séances ont été organisées dans les provinces du Yatenga (Ouahigouya, Kossouka, Séguénéga) et Zondoma (Gourcy).

PRINCIPAUX DÉFIS OPÉRATIONNELS

Les principaux défis opérationnels sont entre autres :

- ➔ La complexification du contexte sécuritaire et humanitaire avec la présence des groupes armés commettant des actes de violation grave des droits de l'Homme (meurtre / assassinat, restriction de mouvement avec des blocus imposés dans certaines localités d'intervention et la présence des EEI...);
- ➔ La contrainte liée à la collecte et la vérification des incidents dans certaines localités sous blocus ;
- ➔ Le manque de tablette pour la collecte de données P21 pour certaines OSC partenaires ;
- ➔ L'insuffisance de formation/recyclage pour des équipes terrain de protection (Moniteurs, volontaires, membres de comité de protection) ;
- ➔ La difficulté de collaboration avec certains services techniques de l'administration

DOMAINE DE RESPONSABILITE LOGEMENTS TERRES ET BIENS (LTB)

Coordination

Durant le premier semestre 2024, l'AoR LTB Nord s'est attelé à élaborer son plan d'actions et à le partager avec la coordination du cluster protection Nord et l'AoR LTB national. En outre, 04 réunions de coordination mensuelle ont pu se tenir avec les membres de l'AoR issus des ONG nationales et internationales, des organisations de la société civile (OSC) et des structures étatiques. Le lead de ce domaine de responsabilités est assuré par le HCR et le co-lead, la DR Urbanisme.

Renforcement des connaissances / Partage d'informations aux communautés

L'ONF-BF sur financement du HCR a animé 03 sessions de sensibilisation sur le processus de sécurisation des terres à l'endroit des propriétaires terriens, communautés hôtes et PDI des villages de Sambtenga et Issigui (commune de Ouahigouya) et Sassa (commune de Yako) au courant des mois de mars et avril. 97 participants dont 65 dans la commune de Ouahigouya (48 hôtes et 17 PDI) et 32 à Yako (25 hôtes et 7 PDI) y ont pris part. En outre, un atelier de plaidoyer adressé aux maires, propriétaires terriens pour l'accès des PDI à la terre, a été réalisé au mois de mars à Yako avec 04 autorités communales, 24 membres de la communauté hôte et 02 PDI. L'ONF-BF a également réalisé une série de communication en langues Moore et Français sur les droits LTB et l'accès sécurisé des PDI à la terre sur les ondes de la radio « La Voix du paysan » de Ouahigouya du 10 au 16 juin 2024.

Des sessions de formation professionnelle ont été organisées par les associations Burkina Vert, AVAD et APED sur financement de l'OIM à l'endroit de 669 PDI et hôtes des communes de Ouahigouya, Gourcy et Yako durant le 2nd trimestre 2024. Ces formations ont porté sur les volets de l'autonomisation, des métiers porteurs et la pisciculture.

Sécurisation foncière / accès à la terre

Les CFV (comités fonciers villageois) ont été assistés dans la constitution des dossiers de demandes d'Attestation de Possession Foncière Rurale (APFR) en faveur de 03 propriétaires terriens issus des

Pour tout Contact en vue des amples renseignements :

1. Tony TUMAGU, Coordinateur du Cluster Protection sous national du Nord, Email : tumagu@unhcr.org, Phone : 65000199
2. Fanny Laetiïa GUIBLA, Co-Facilitateur du Cluster Protection sous National du Nord, Email : fanny.guibla@drc.ngo, Phone : 05001954
3. Abdoul Kader SARAMBE, Associé à l'enregistrement et à la gestion de l'information, Email : sarambe@unhcr.org, Phone : 65000388

villages Issigui/Ouahigouya et Nampegnan/Yako avec l'appui de l'ONF-BF. 02 dossiers constitués ont été transmis aux mairies pour traitement. En outre, l'AoR LTB à travers l'ONF-BF a conduit une mission d'expertise auprès des autorités communales et des populations exploitatrices du site de 20 Ha au courant du mois de mars 2024, aux fins d'accompagner les tentatives de solutionnement du problème qui avait constitué un blocage dans la poursuite des travaux d'aménagement dudit site.

Redevabilité envers les communautés

La mairie de Ouahigouya en collaboration avec la Commission épiscopale Justice et Paix du Burkina Faso (CJP-Burkina) a organisé, à la date du 07 mai 2024, une journée de Dialogue/redevabilité avec les Délégations Spéciales, services techniques et OSC sur le thème de la gouvernance foncière. Cette assise a été le cadre requis pour dresser le bilan de la gestion du foncier rural par la commune, au titre de l'année 2022-2023 et dégager les perspectives pour l'amélioration de la gestion du foncier rural dans la commune.

Assistance matérielle

En termes d'appui matériel, des actions ont été entreprises par certains acteurs dans le domaine des abris, de l'autonomisation socio-économique. C'est le cas de l'ONG internationale VSF-B (Vétérinaires Sans Frontières - Belgique), sur financement du HCR qui a procédé à (la distribution de biens (100 sacs de compost bio de 50 kg chacun) à l'association de producteurs maraichers de Somiaga, composée de PDI, réfugiés et hôtes au mois de juin 2024.

Défis / constats

- Défi de l'accès au logement pour les PDI lié à l'insuffisance des abris construits sur des sites formels / insuffisance de positionnement en abris, des cas d'occupation anarchique des espaces publics ou privés, ou des établissements scolaires, des cas de location d'espace octroyé par des familles d'accueil à des PDI pour l'installation de leurs abris pour un montant compris entre 2500 FCFA et 3000FCFA par mois,; éviction ou risque d'éviction des PDI dans l'incapacité d'assurer régulièrement leurs loyers ;
- Rareté des terres en milieu urbain et péri-urbain due à l'accaparement foncier (agrobusiness men, sociétés immobilières).
- Défi de l'accès au bois de chauffe et aux champs, du fait de l'insécurité.

SGTT SMSPS

🌀 Renforcement de capacités

Dans la période 16 au 17 Mai 2024, 30 acteurs dont 25 leaders communautaires et 5 acteurs étatiques ont été formés à Séguénéga sur les Premiers Secours Psychologiques (PSP).

En marge de cette activité nous pouvons retenir que durant la période du 21 au 22 Mai et du 28 au 29 Mai 2024 soixante (60) acteurs VBG ont été formés en deux sessions de 30 personnes par session, sur la prise en compte de la santé mentale dans leur intervention.

🌀 Perspectives

Atelier de mise à jour du circuit de référencement des acteurs santé mentale dans le Nord, renforcement des capacités des acteurs étatiques sur la santé mentale.

Pour tout Contact en vue des amples renseignements :

1. Tony TUMAGU, Coordinateur du Cluster Protection sous national du Nord, Email : tumagu@unhcr.org, Phone : 65000199
2. Fanny Laetitia GUIBLA, Co-Facilitateur du Cluster Protection sous National du Nord, Email : fanny.guibla@drc.ngo, Phone : 05001954
3. Abdoul Kader SARAMBE, Associé à l'enregistrement et à la gestion de l'information, Email : sarambe@unhcr.org, Phone : 65000388

COHESION SOCIALE

🌀 Journées socioculturelles et sportives de la personne vivant avec un handicap visuel Yako, DRC (du 30 au 31 mars 2024)

Les journées socioculturelles et sportives des personnes vivant avec un handicap visuel dans la province du Passoré ont été initiées afin de permettre aux personnes aveugles et malvoyantes de se retrouver pour communier autour du sport et à travers des réflexions sur la contribution de celles-ci à l'édification de la paix dans la province du Passoré.

Une série d'activités était inscrite à l'ordre du jour de ces 48 heures. Il s'est agi entre autres, d'une course de vélos tandem, d'un match de gala entre les populations locales et les forces de défense et de sécurité suivi d'un match de torball. A ces activités, s'est ajoutée une conférence publique sur le thème des 48 heures : « Toi, personne vivant avec un handicap visuel, quelle est ta contribution à l'édification d'un monde de paix et de cohésion sociale dans la province du Passoré ? ».

Ces événements ont bénéficié du soutien précieux de l'Association des Personnes Malvoyantes et Aveugles du Passoré (APMAP), dont l'engagement envers l'autonomisation et l'inclusion des personnes vivant avec un handicap visuel a été fondamental pour la réussite de l'événement.



Figure 3: Socialisation à travers l'imagier Yam Wekré

🌀 Organisation d'une journée culturelle et sportive dans le cadre de la promotion du bon vivre ensemble, TDH-L (24 mars 2024)



Figure 4: Course vélo tandem

Terre des hommes Lausanne a organisé une journée culturelle et sportive au secteur N°09 de Ouahigouya. Au programme un match de football opposant les élèves déplacés internes et ceux de la communauté hôte, des sensibilisations, et des jeux divers, notamment la socialisation à travers l'imagier Yam-Wekré. Cette activité a permis aux enfants issus des communautés hôte et déplacée de se familiariser davantage en compagnie de leurs parents et d'apprendre les vertus de la solidarité et du pardon. Cette activité a mobilisé plus de 400 enfants et une cinquantaine de parents d'enfants.

Pour tout Contact en vue des amples renseignements :

1. Tony TUMAGU, Coordinateur du Cluster Protection sous national du Nord, Email : tumagu@unhcr.org, Phone : 65000199
2. Fanny Laetitia GUIBLA, Co-Facilitateur du Cluster Protection sous National du Nord, Email : fanny.guibla@drc.ngo, Phone : 05001954
3. Abdoul Kader SARAMBE, Associé à l'enregistrement et à la gestion de l'information, Email : sarambe@unhcr.org, Phone : 65000388